

La Caraïbe “lave plus blanc”

Marcos CUEVA PERUS*

*Les habitants des Indes Occidentales
ont toujours été séduits
par la possibilité d'être recolonisés.*

Derek WALCOTT (Sainte-Lucie),
Prix Nobel de Littérature 1992¹

La Caraïbe est devenue un espace privilégié du trafic de drogue. La région se trouve de plus en plus sous l'emprise nord-américaine : par beaucoup d'aspects, elle mène une existence parasitaire qui rappelle d'autres époques historiques, notamment celle de la piraterie au XVII^e siècle.

L'écrivain martiniquais Edouard Glissant l'avait prévu dans des termes assez similaires à ceux que François Perroux proposait pour les jeunes nations africaines :

« Je vois la consommation “normale” — écrivait Glissant au début des années 80 — comme une incitation au désir, à partir des besoins sociaux eux-mêmes suggérés ou accélérés par une organisation sociale, une structure de société donnée (...). (Le) processus déclenché par l'incitation à la consommation est “normal”, parce qu'il s'accompagne, dans les sociétés développées, de deux incidents principalement. D'abord, la consommation se fait dans le contexte d'une production (...) L'autre incidente est que (...) le

consommateur aura l'impression de “connaître” techniquement le produit à consommer (...).

La condition du consommateur martiniquais est tout autre. Il ne consomme pas dans un contexte de production, c'est à dire que le produit consommé n'est jamais perçu comme auto-produit ni comme produit d'échange (*Made in Japan* contre *Made in France*), mais comme le résultat d'un change (fonds publics contre bénéfices privés), même si le consommateur n'a aucune conscience de ce change, ni des termes réels de l'échange qu'il régit. Dans ce contexte, l'illusoire compétence technique vole en éclats. Ou plutôt ne se propose même pas (...). Dans le cadre esquissé, le consommateur, qui n'est pas un producteur, ne peut rien revendiquer. Il est totalement passif. Cette consommation ‘anormale’ convient bien au système mis en place (...). (Elle est) “anormale” parce que, à partir des besoins sociaux, ce que cette société exacerbé chez l'individu, ce n'est pas un désir, c'est une pulsion (...). En fait, cette consommation a un moteur d'origine : la pratique du troc qui a marqué (l'économie martiniquaise) dès ses débuts historiques (l'échange des produits agricoles contre des produits finis) et qui s'est maintenue après la disparition de ce système (aujourd'hui, l'échange de services contre des produits finis). Et un moteur d'entretien: le désir d'intégration au “modèle blanc”, désir non raisonné (pulsion) qui détermine le deuxième critère important du choix de l'objet : l'impression produite sur le voisin. Il faut montrer qu'on a intégré le modèle »².

1 – L'espace caribéen

L'erreur la plus fréquente consiste à réduire l'espace caribéen aux îles des Grandes et des Petites Antilles. En fait, la Caraïbe comprend aussi les presqu'îles du Yucatán (Mexique) et de la Floride (Etats-Unis) ; la côte atlantique des pays centro-américains, sauf Le Salvador ; le Panama, pays-charnière qui se définit souvent comme pays caribéen ; les côtes atlantiques de la Colombie et du Venezuela, et les “quatre” Guyanes (la région guyanaise vénézuélienne, la Guyane, le Surinam et la Guyane française), des “îles continentales” enclavées

* Institut de Recherches Sociales ; Université Nationale Autonome du Mexique.

¹ William BAER (éd.). *Conversations with Derek Walcott*. University Press Of Mississippi, Jackson, USA, 1996, p. 56. En anglais : « West Indians are always being seduced by opportunities to be re-imperialized ».

² Edouard GLISSANT. *Le discours antillais*. Seuil, Paris, 1981, pp. 458-460.

dans le territoire sud-américain¹. Plusieurs raisons expliquent cette notion élargie de la région, “Méditerranée des Amériques” (Elisée Reclus) qui fait 2 800 kilomètres de La Havane (Cuba) à Port of Spain (Trinidad & Tobago), l'équivalent de la Méditerranée de l'Ancien Monde :

a) la présence de communautés noires au Belize, au Guatemala, au Honduras (les *garifunas* déportés de l'île de Saint-Vincent au XVIII^e siècle), au Nicaragua, au Costa Rica (région de Puerto Limon), au Panama (le Canal a été construit avec l'apport décisif de main d'œuvre antillaise), en Colombie et au Venezuela.

b) l'influence anglophone, notamment d'origine britannique, qui a promu jadis une tentative de sécession au Yucatán mexicain, voisin du Belize, et dont les traces se retrouvent dans plusieurs villes de la côte centraméricaine : port de Livingston au Guatemala, port de Bluefields au Nicaragua.

c) les côtes de l'Amérique Centrale, tout comme les îles des Antilles, étaient les remparts les plus vulnérables de l'empire espagnol contre la piraterie : on en trouve le témoignage dans les fortifications de La Havane à Cuba ou de San Juan à Porto Rico, mais aussi près de Colon au Panama, à Cartagena de Indias en Colombie, à Cumana au Venezuela ou à Veracruz sur la côte du Golfe du Mexique qui, du moins d'après Derek Walcott, pourrait aussi intégrer l'espace caribéen.

Si l'existence d'un climat “tropical” commun doit être nuancée, puisque le monde antillais balaye un espace allant de l'humide à saison fraîche aux Bermudes jusqu'au chaud à faible saison à Sainte-Lucie ou à forte saison sèche à Kingston², la trajectoire économique des Antilles, la Floride et la côte Atlantique centraméricaine, colombienne et vénézuélienne est sans doute parallèle.

¹ Le territoire hondurien comprend les îles caribéennes de la Baie (Utila, Roatán et Guanaja), où les Britanniques ont tenté jadis d'établir le “Royaume de Mosquitia” ; les îles colombiennes de San Andrés et Providencia, à 500 km de la Colombie et 200 km. de l'Amérique Centrale, et les îles vénézuéliennes de Margarita, Coche, Cubagua (Etat de Nueva Esparta), Tortuga, Aves, Los Roques, La Orchila, la Blanquilla et Los Monjes. En face de Cancun, au Mexique (Yucatán), se trouve l'île de Isla Mujeres. Dans tous les cas, le tourisme est l'activité prépondérante.

² Claude BATAILLON, Jean-Paul DELER et Hervé THÉRY, *Amérique Latine*, sous la direction de Roger BRUNET, Belin-Reclus, coll. Géographie Universelle, Paris, 1991, p. 190.

2 – L'unité de la Caraïbe

L'unité de l'espace caribéen ne fait pas problème du point de vue géo-économique et géo-politique : c'est le *Mare Nostrum* où, tout au long des XIX^e et XX^e siècles, les Etats-Unis n'ont jamais hésité à intervenir (au XX^e siècle seulement, Washington est intervenu à Cuba, Haïti, République Dominicaine, Grenade, Panama, Guatemala, Honduras, Nicaragua, et à Veracruz au Mexique), jusqu'à déboucher parfois sur des quasi-protectorats (Cuba, Haïti, Porto Rico). L'existence d'une “identité” caraïbe, par contre, reste difficile à constater.

De prime abord, la présence noire d'origine africaine semblerait être le dénominateur qui faciliterait l'existence d'une forte identité commune, à l'exception de la péninsule mexicaine du Yucatán (Veracruz, par contre, montre une influence noire indéniable). Mais l'histoire de la colonisation qui a vidé d'indiens certains espaces (les *taínos* à Cuba, les *arahuacos* de l'Hispaniola ont été vite exterminés par les Espagnols³ pour importer ensuite des populations africaines se répète ailleurs, au Brésil par exemple.

Par ailleurs, on ne saurait négliger la présence d'autres communautés d'origines très diverses dans l'espace caribéen : chinois (Panama, Jamaïque, Trinidad & Tobago, Guyane), hindous (Trinidad & Tobago, Jamaïque, Panama, Guyane), syro-libanais (Haïti, Jamaïque, Trinidad & Tobago, Panama, Antilles néerlandaises) et juifs (Îles Vierges états-unies, Curaçao, Panama) qui constituent souvent la bourgeoisie compradore, indonésiens, javanais (Surinam), danois (Îles Vierges états-unies), indiens (mayas au Yucatán, miskitos, sumos et ramas parlant l'anglais comme deuxième langue sur la côte atlantique du Nicaragua, kunas au Panama et en Colombie, guajiros sur la côte Atlantique de la Colombie⁴, derniers survivants des indiens caraïbes en Dominique et à Saint-Vincent), ou encore des émigrants catalans (République Dominicaine) plutôt que castillans, ou d'origine corse (Porto Rico). Une identité centrée sur les origines africaines ne porterait-elle pas préjudice à toutes les autres communautés énumérées, y compris les blancs

³ Hispaniola : nom ancien du territoire occupé par Haïti et la République Dominicaine.

⁴ La péninsule colombienne de La Guajira est très désertique.

d'origine espagnole, anglaise, française, hollandaise ou danoise qui n'ont pas tous été des "étrangers de passage" ou des colonisateurs¹, et aux métisses ?

D'une île à l'autre, l'unité de la population noire est aussi problématique : un haïtien n'embrassera jamais le culte *rastafari* d'un jamaïquain, un dominicain "métisse" ne manquera sûrement pas d'exprimer un profond mépris pour un haïtien "noir", et Walcott a noté à quel point les nuances du créole anglais peuvent rendre difficile la communication entre un jamaïquain, un barbadien et un trinidadien².

Dans ce domaine, il est particulièrement important de tenir compte des expériences concrètes. A Cuba, le culte aux ancêtres africains, la *santeria*, a été reconnu par le régime né en 1959, mais l'ouverture récente doit aussi tenir compte de l'importance que revêt le catholicisme. En Haïti, le duvalierisme avait cherché à exalter la "négritude" et à se rallier les *houngans*³ du vaudou, mais c'est pour le prêtre catholique (bien qu'expulsé par le Vatican) Jean-Bertrand Aristide, lié par ailleurs à des secteurs du *black caucus* démocrate nord-américain, que l'immense majorité du peuple s'est finalement prononcée à la fin de la dictature. A la Jamaïque, le mouvement *rastafari*, peu connu sauf pour la musique *reggae* trop vite devenue symbole de l'"exotisme" caribéen, s'est développé, avant d'être récupéré par les autorités et les transnationales, dans les bidonvilles violents de Kingston, prônant le retour dans l'Afrique mythique de l'Ethiopie de l'empereur Hailé Selassié. Mais une expérience comme celle du Liberia n'a-t-elle pas mis en évidence les limites de certains projets ?

Pour le reste, et bien que des liens se soient tissés entre les noirs nord-américains et les caribéens, parfois protestants comme au Panama, les symboles de l'unité, de Marcus Garvey à Martin Luther King, en passant par le sud-africain Nelson Mandela, sembleraient s'être éloignés au profit d'un regain de fondamentalisme, tout au moins aux Etats-Unis (Louis Farrakhan) qui ont converti la communauté

noire en une fausse communauté "ethnique" ("afro-américaine"), alors que l'on ne peut distinguer, à moins de se lancer dans la pire des anthropologies, quelqu'un d'origine "yoruba" d'un autre d'origine "ashanti". Par ailleurs, la force des cultes aux ancêtres africains est absente aux Etats-Unis, comme elle l'est aussi à Porto Rico et dans d'autres îles des Antilles.

3 – L'impact des colonisations

David Watts a montré, dans un ouvrage de référence, à quel point les différentes colonisations de la Caraïbe, à commencer par les espagnols, ont bouleversé les équilibres démographiques et écologiques jusqu'à rendre la région méconnaissable : Haïti est, avec le Salvador, le pays du sous-continent latino-américain et caribéen qui souffre le plus des ravages écologiques⁴.

A partir des indépendances, il n'y a pas eu de convergence historique dans l'espace caribéen, d'autant plus qu'elles se sont produites dans des circonstances historiques diverses. Haïti, périphérie française comme la Martinique et la Guadeloupe, a été la première république noire du monde, et le premier pays de tout l'espace latino-américain et caribéen à être devenu "libre" (1803), mais c'est aujourd'hui l'une des contrées les plus arriérées de la planète, et son niveau de vie est inférieur à celui de la Martinique et la Guadeloupe ; la République Dominicaine s'est émancipée de l'Espagne en 1865, alors que Cuba et Porto Rico ne l'ont fait que plusieurs décennies plus tard, en 1898, pour devenir des quasi-protectorats états-unis ; d'autres îles, comme la Jamaïque (1962), n'ont obtenu leur indépendance que dans la seconde moitié du XX^e siècle, de même que le Belize (en 1981!), tandis que de nombreux petits territoires sont toujours rattachés à leur métropole au XXI^e siècle. Dès lors, il est important de noter qu'il n'y a pas d'homogénéité dans la trajectoire de territoires (périphéries) ayant appartenu à une même métropole (un même centre).

La naissance d'un régime particulier à Cuba, entre 1959 et 1961, et qui a suivi par ailleurs une

¹ Les héros de l'indépendance cubaine, tel José Martí, ne sont pas noirs.

² Encore que, toujours d'après l'écrivain de Sainte Lucie, une société comme celle de Trinidad et Tobago est bien plus respectueuse des différences (entre les chinois, les hindous, les noirs et les arabes) que celle des USA.

³ "prêtres".

⁴ David Watts, *The West Indies ; Patterns : Development Culture and Environmental Change since 1492*, Cambridge University Press, 1987.

trajectoire spécifique et ambivalente au sein du CAEM, de même que la courte expérience de Maurice Bishop à la Grenade entre 1979 et 1983 et celle du sandinisme qui ne réussira jamais à se rallier la côte caraïbe au Nicaragua, ont rendu encore plus complexe la grille de lecture politique dans la région.

Rappelons enfin que, lors d'interventions comme celles qui se sont produites en République Dominicaine (1965), à la Grenade (1983) ou au Panama (1989), des troupes d'autres pays caribéens ont accompagné celles des Etats-Unis, notamment de l'île de Barbade (les *mangoustes* d'Eric Gairy avaient la même réputation que les *tontons macoutes* des Duvalier¹) en République Dominicaine et à la Grenade, et de portoricains au Panama (ils étaient déjà présents en Europe en 1944-45, en Corée et au Vietnam). C'est bien là la preuve d'une existence "parasitaire" et des divisions que les couches dominantes ont réussi à faire partager à de larges franges de "leur" population.

4 – L'état actuel des économies caribéennes

Trois problématiques sont essentielles pour comprendre l'état actuel de économies caribéennes.

En premier lieu, la question de l'appartenance à différents systèmes productifs et de la concurrence entre ceux-ci ne saurait être négligée. Là où le rattachement politique formel se maintient, les échanges extérieurs montrent jusqu'à nos jours l'emprise des systèmes productifs européens d'après-guerre. Par contre, là où des territoires sont devenus indépendants dans la deuxième moitié du XX^e siècle, *l'emprise britannique a été petit à petit et pacifiquement remplacée par celle des Etats-Unis* (la Jamaïque et le Belize sont des exemples clairs), encore que le dollar a aussi remplacé le florin à Aruba et la livre aux îles Vierges britanniques, toutes proches des états-uniennes. Dans les pays à fort héritage hispanique (Cuba, République Dominicaine, Porto Rico), de même qu'en Amérique Centrale, au Panama, en Colombie et au Venezuela, et dans le cas particulier d'Haïti (occupé par Washington de 1915 à 1934), le système productif américain a réussi à asseoir son influence dès la période de stabilité structurelle qui va de la fin du XIX^e siècle à 1914. Les courants

migratoires sont clairs : si à la Martinique et la Guadeloupe ont continué de privilégier la France, ou les Pays-Bas dans les Antilles néerlandaises, à la Jamaïque, par contre, on commence à préférer les Etats-Unis à la Grande Bretagne (le général nord-américain Colin Powell, actuel secrétaire aux Affaires étrangères des Etats-Unis et qui ordonna le bombardement de l'Irak est né à la Jamaïque). A Cuba et Porto Rico, dès la veille de la Première Guerre Mondiale, on s'installe à New York, et en Haïti, après New York, on se tourne plus vers Miami que vers la France, bien qu'une solution "intermédiaire" ne soit pas négligée : Montréal au Québec canadien et francophone, mais intégré dans l'espace économique américain.

En deuxième lieu, force est de constater, à partir du début de la crise (fin des années 60), le déclin relatif des productions pour l'exportation (banane et sucre surtout, tabac, café, cacao...)², devenues parfois de "luxe" (rhums, tabacs), au profit de trois autres activités :

a – le trafic de drogue. Il commence à sévir à la fin des années 60, lorsque, par la guerre du Vietnam et la présence de "Corps de la Paix" américains en Colombie, la côte caraïbe de ce pays, depuis longtemps spécialisée dans la contrebande (dès le XVII^e siècle), se lance dans la production et la commercialisation de la marijuana. Au fil des années, aussi bien la côte atlantique de l'Amérique Centrale que tout l'espace insulaire caribéen sont devenus le lieu de transit de la drogue produite en Bolivie, au Pérou et en Colombie (Turks et Caïcos, les Antilles néerlandaises et Aruba, la Guyane, Haïti et les Bahamas sont devenues très sensibles à l'influence des barons de la cocaïne). On aura vu des narcotrafiquants colombiens mettre des îles entières à leur service (Cayo Norman aux Bahamas, par exemple, avait été acheté par Carlos Lehder), de même que l'île d'Antigua prêter des "conseillers"

² La banane reste le principal produit d'exportation de la Martinique (première récolte au monde de bananes clonées en février 1998), Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines et de la Dominique, et c'est le produit d'exportation le plus courant de la côte Atlantique du Belize jusqu'à la Colombie, en passant par le Guatemala, le Honduras, le Costa Rica et le Panama ; le sucre reste important pour Cuba, la Jamaïque, St. Kitts et Nevis, la Barbade et le Belize. Le tabac cubain garde sa réputation, et la Grenade est le premier producteur mondial de noix muscade.

¹ Groupes paramilitaires.

paramilitaires israéliens aux “narcos” colombiens et leurs escadrons de la mort. Aux Antilles, deux pays produisent de la marijuana, la Jamaïque et Saint-Vicent et les Grenadines. Durant les années 80, lors du “scandale Ochoa”, même Cuba a failli se trouver immiscée dans le trafic de drogue, “faute de devises”.

b – les services financiers off-shore (des Îles Cayman jusqu’au Panama, en passant par pratiquement tout l’axe anglophone des Petites Antilles). Ces “services” ne sont évidemment pas sans rapport avec le trafic de drogue (les Bermudes, Antigua et Barbuda, la Barbade et le Panama ont été à plusieurs reprises l’objet de “réprimandes” américaines pour contrôler le blanchiment à la fin des années 90).

c – le tourisme. De la côte du Yucatán mexicain (Cancun, Cozumel) et de la Floride jusqu’à la côte de la Colombie, en passant par tout l’espace insulaire (Bahamas, Bermudes, Cayman, Jamaïque, Îles Vierges états-unies, St. Kitts et Nevis, Antigua et Barbuda, Guadeloupe, Saint-Vincent et les Grenadines, Barbade, Grenade), la concurrence est acharnée : depuis les années 80, la République Dominicaine, qui avait pourtant réussi à se doter d’un complexe agro-alimentaire des plus diversifiés de la région (sucre, café, cacao), est devenue la principale destinée touristique des Antilles. Ce *boom* touristique, dont l’infrastructure devance la demande, est aussi suspect, puisqu’il est l’un des domaines préférés de blanchiment de “l’argent sale”.

Le déclin des activités minières et énergétiques est plus relatif (la bauxite de la Jamaïque et de la Guyane est fortement concurrencée), dans la mesure où les recherches se poursuivent en République Dominicaine (gisements d’or et d’argent), au Panama (gisements de cuivre), à Trinidad & Tobago (qui a ajouté à sa richesse pétrolière des raffineries d’aluminium), aux Guyanes (or de la Guyane et du Surinam), au Venezuela toujours très riche en pétrole et récemment à Cuba (pétrole), qui produisait du nickel, et aussi dans la mesure où le raffinage de pétrole continue (Îles Vierges états-unies, Barbade, Antilles néerlandaises et Aruba). Des “pays-ateliers”, comme Haïti, qui fabriquait des articles de sport et autres à la sortie nord de Port-au-Prince, n’ont pas persévétré dans cette direction, étant données les restrictions du marché américain, notamment à la *Caribbean Bassin Initiative* durant

les années Reagan, et de la concurrence de l’Amérique Centrale (Honduras, Le Salvador, Costa Rica) et du Mexique. Haïti est devenu un “pays ONG”. Seuls Porto Rico (40 % du PIB en provenance du secteur industriel en 1999) et dans une moindre mesure la République Dominicaine (40 zones industrielles en 1998) et la Barbade semblent s’être confirmés en tant que “pays-ateliers”, mais le premier subit depuis 1999 l’influence négative d’un nouveau régime d’imposition aux Etats-Unis. Par contre, des Bahamas jusqu’au Panama, outre les pavillons de complaisance, on relève l’existence de zones franches commerciales qui expliquent le profit que cherchent à en tirer des pays asiatiques, notamment le Japon. Il convient d’ajouter que des pays entiers dépendent aussi, dans une grande mesure, de l’argent de leurs émigrés aux Etats-Unis (Haïti, République Dominicaine, Porto Rico où l’on vit fréquemment des *food stamps*).

Les conséquences du déclin d’une structure productive vieille de plusieurs siècles, bien qu’ajustée en fonction des besoins des métropoles, sont difficiles à mesurer, mais il ne fait pas de doute que les activités que la crise a privilégiées confirment les craintes qu’exprimait Glissant, ou qu’exprimera plus tard Walcott.

En troisième lieu, et pour finir, ajoutons que même Cuba a subi les transformations mentionnées, à sa façon et malgré la prouesse d’avoir échappé pendant plusieurs décennies à l’emprise américaine (c’est aujourd’hui le seul pays latino-américain et caribéen qui ait un commerce extérieur remarquablement diversifié). On y constate : a) le déclin de la *zafra* (récolte de canne à sucre), toujours en difficulté bien que mécanisée, b) le poids que le régime a décidé d’octroyer à un tourisme qui n’est pas sans provoquer des formes particulières d’*apartheid* et de consommation-pulsion, et c) le poids des remises en dollars des cubains de Miami à leurs familles à Cuba, et qui fait miroiter sans doute les “bénéfices” que pourrait apporter une levée de l’embargo. La société cubaine reviendrait-elle, à son tour et malgré les réussites dans certains domaines (la biotechnologie est remarquable) vers le mode de consommation-pulsion que dénonçait Glissant ? Malgré ce que semble montrer l’IDH (c’est bien le PIB réel par habitant qui, dans ce cas-là, fait problème), l’immense majorité de la population

caribéenne peut encore envier les acquis de Cuba dans les domaines de l'éducation, l'alimentation, la santé et les sports. Quoi qu'il en soit, les espaces caribéens, jadis encadrés par plusieurs métropoles, avec peu d'espace et de temps au XX^e siècle pour "se faire", risquent sans doute, tout comme la Martinique, de devenir des sociétés "en voie de se

défaire", et ce, pour la plupart d'entre elles, sous l'influence informelle d'une puissance qui, tout en offrant toujours de construire la "belle démocratie Wellcome" (Francis Cabrel), a encouragé la décomposition ...

Bibliographie

En langue anglaise, deux ouvrages sont classiques pour la connaissance de l'histoire, la géographie et les activités productives de l'espace caribéen : celui de Robert C. WEST et John P. AUGELLI, *Middle America. Its lands and peoples*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, Etats-Unis, 1989 (troisième édition), ainsi que celui, plus ancien, de David LOWENTHAL, *West Indian Societies*, Oxford University Press, Londres, 1972.

En ce qui concerne l'histoire récente de Cuba, Haïti et la République Dominicaine, on pourra consulter, sous la direction de Leslie BETHELL, *The Cambridge History of Latin America. VII. Latin America since 1930 : Mexico and the Caribbean*, Cambridge University Press, 1990.

En langue française, le tome *Amérique Latine*, sous la direction de Roger BRUNET, Belin-Reclus, Coll. Géographie Universelle Paris, 1991, constitue un ouvrage de référence de base, et l'on peut aussi se référer à G. BELORGEY et G. BERTRAND. *Les DOM-TOM*, La Découverte, coll. "Repères", Paris, 1994. Les maisons d'édition Karthala et l'Harmattan publient de nombreux ouvrages sur les pays caribéens.



Jamaïque, usine de chaussures pour l'exportation aux Etats-Unis, photo Marc French, BIT